

NON A L'AEROPORT. NON AUX EXPULSIONS DE LA ZAD DE NOTRE-DAME-DES-LANDES

Janvier, est-ce le moment de tout solder ? Planète à vendre ?

COP21 terminée, Aéroport de NDDL relancé, racketter les résistants, les expulser, couler le béton, faire décoller les avions

À Notre-Dame-Des-Landes, le gouvernement trahit les accords obtenus par la lutte selon lesquels ni les travaux de l'aéroport ni les expulsions ne commenceraient avant l'épuisement des recours juridiques. En effet, AGO-Vinci a décidé de relancer, pour le compte de l'État, les procédures d'expulsions des habitants et paysans dits « historiques », propriétaires ou locataires, qui se battent contre le projet depuis des décennies.

L'audience en expulsion a lieu le 13 Janvier au TGI de Nantes. Les 11 familles et 4 fermes concernées sont menacées d'expulsion immédiate, saisie des biens et des jours amendes de 200 à 1000 euros par jour.

NON AUX EXTORSIONS et aux EXPULSIONS.

Après les tentatives, extrêmement violentes, de vider la ZAD par les forces policières en 2012, l'État essaie maintenant d'isoler une poignée d'habitants qui ont été expropriés mais qui sont restés chez eux sans avoir encaissé l'argent proposé. Il met la pression financière sans se risquer à venir sur le terrain. Le gouvernement espère diviser les opposants au projet.

Il n'est pas question de laisser l'État expulser une partie des occupants de la ZAD, ni même de laisser peser une telle menace sur l'ensemble des habitants de la zone. Notre perspective est l'abandon du projet, cependant notre force collective doit arracher immédiatement l'engagement de l'État à renoncer à toute procédure d'expulsion jusqu'à ce que tous les recours soient menés à leur fin.

Pour cela : sur la région de NDDL, des mobilisations débutent les 9 et 16 janvier. En cas d'opération policière, d'expulsions ou de démarrage de chantiers de l'aéroport : Appel à mobilisations, occupations, blocages décentralisés ...

Solidarité avec toutes les ZAD, contre tous les grands projets imposés profitant à des entreprises privées et nocifs/nuisibles pour nos vies, pour la planète.

Nous avons encore la forêt du Testet, la mort de Rémi Fraisse en tête. Nous pensons à Val Tolosa contre le projet de MEGA centre commercial, à la ZAD d'Agen contre les LGV ...



**L'aéroport ne se fera pas !
Nous ne laisserons jamais disparaître les terres de
la ZAD et toutes les personnes qui la font vivre.**

Maintenant, nous accusons !

Tribune du 21 décembre 2015 des coprésidents de l'ACIPA, Extraits :

« Nous accusons de **réétention d'informations capitales** :

- la Direction Générale de l'Aviation civile (DGAC) pour n'avoir toujours pas transmis, malgré l'avis de la Commission d'Accès aux Documents Administratifs (CADA) l'étude complète du cabinet JLR conseil sur les gains de temps pour les passagers, étude qui a permis de justifier économiquement le transfert et donc fondé la Déclaration d'Utilité Publique en 2007 ; la même DGAC pour n'avoir jamais répondu aux questions techniques du Cédpa posées à la fois par l'intermédiaire de la commission du dialogue et en direct lors des réunions de 2013 ;

- l'État qui, même après la signature du contrat de concession avec Aéroport du Grand Ouest, n'a jamais transmis le cahier des charges initial qu'il avait proposé aux candidats à la construction d'un nouvel aéroport. »

... Lire la suite sur <https://www.acipa-ndl.fr>

Décrétons nous-même l'état d'urgence !

L'état d'urgence a donné lieu à 2700 perquisitions, 360 assignations à résidence pour 2 enquêtes relevant de l'anti terrorisme ouvertes ! Le gouvernement, qui déroge allègrement aux droits de l'homme, traite les musulmans ou supposés et les militants comme des terroristes.

Ici à Toulouse comme ailleurs, les terroristes qui menacent globalement les populations sont plus les va-t-en guerre pour la croissance que les quelques écervelés enrôlés ici et là. Qui réellement déstabilise la vie des populations partout dans le monde par la terreur économique ? Ponctuellement, nous nous associons à la résistance contre les attentats du 13 novembre 2015. Mais tous les jours, nous participons à la résistance contre cette société insupportable du tout pouvoir de l'argent et de la croissance. Nous décrétons l'état d'urgence ! Pour nos vies, pour notre environnement.

Point sur Sivens et Val Tolosa

Dans l'affaire du projet de barrage de Sivens, nous attendons toujours :

- que les arrêtés DUP (Déclaration d'Utilité Publique) et DIG (Déclaration d'Intérêt Général) des 3 et 4 octobre 2013 soient annulés par le juge du Tribunal Administratif de Toulouse,

- que l'enquête se poursuive normalement, sans entrave injustifiée, dans l'affaire du meurtre de Rémi Fraisse le 26 octobre 2014,

- que l'instruction de l'affaire de la destruction de la métairie neuve avance. Cette destruction est, selon B. Vigué, (<https://blogs.mediapart.fr/bernard-viguié/blog>) illégale, Thierry Carcenac est passible de 10 ans de prison, Thierry Gentilhomme, Préfet du Tarn, est mis en cause, Madame Lherm aussi.

À Plaisance-du-Touch, contre le projet de centre commercial XXL, les actions de blocages en septembre 2015 ont empêché les travaux de déviation de la RD82. Voir <http://www.gardaremlamenude.com/>

Rejoignez la lutte - rejoignez la vie

Tous les mardis à 19h, au CASC, 10 bis rue du colonel Driant 31400 Toulouse, réunion du collectif ZAD31 en soutien à la lutte contre les projets imposés ici et ailleurs.

Pour être tenu-e-s au courant de nos actions et y participer : collectif31zad@gmail.com